



Volume 5, n° 1 – Avril 2008

INFO TRAVAIL est le bulletin électronique d'information du ministère du Travail produit et diffusé cinq fois l'an.

Principales nouvelles

Ministère

Le ministre du Travail, M. David Whissell, a lancé le 19 février dernier, en Commission de l'économie et du travail, la consultation générale sur le document *Rapport du ministre du Travail sur la mise en œuvre de la Loi sur l'équité salariale* déposé en novembre 2006 par son prédécesseur. Cette réflexion exigée par la loi et menée par le gouvernement sur une base quinquennale vise à établir un bilan sur les différentes étapes de la mise en œuvre de certaines lois au Québec. La *Loi sur l'équité salariale*, adoptée le 21 novembre 1996, a donc bénéficié, avec cette consultation portant sur l'ensemble des entreprises, d'un second examen en commission parlementaire. La première, rappelons-le, avait été menée les 11 et 12 février 2003, à la suite du rapport de novembre 2002 qui ne portait alors que sur les entreprises de 10 à 49 personnes salariées. Ce dernier rapport, touchant cette fois l'ensemble des entreprises, a porté sur le contexte général ayant entouré l'adoption de la Loi, sa mise en œuvre et le portrait du marché québécois du travail, ainsi que sur les résultats de l'application de cette loi en entreprises. La Commission a accueilli, en février 2008, pas moins de quarante-cinq mémoires, dont dix-sept ont fait l'objet d'une présentation par leurs auteurs en commission. Ces mémoires provenaient d'organisations issues de tous les horizons socio-économiques québécois et touchées, de près ou de loin, par les questions d'équité en rémunération : centrales syndicales québécoises, Barreau du Québec, Fédération des chambres de commerce du Québec, Conseil du statut de la femme, Ordre des conseillers en ressources humaines et en relations industrielles agréés du Québec, Conseil du patronat du Québec, Fédération canadienne de l'entreprise indépendante... L'analyse des commentaires recueillis en commission parlementaire devrait permettre de dégager des pistes pour que le ministre du Travail soit en mesure de proposer au gouvernement les modifications législatives nécessaires pour compléter la mise en œuvre de la Loi.

Aussi

À Montréal, le 3 mars, le ministre Whissell a participé, en présence d'autres ministres concernés, à un point de presse dans le sillon du rendez-vous des partenaires économiques sur la question de la mobilité de la main-d'œuvre en vue de la création pour le Québec d'un nouvel espace économique. À l'issue de cette rencontre, le plan d'action gouvernemental en ce sens a été déposé. Le premier ministre Jean Charest a alors indiqué que le Québec comptait sur l'action concertée de toutes ses forces vives. « Pour relever les grands défis qui nous attendent, nous devons changer nos façons de faire. Notre défi est de rassembler nos idées afin de se doter d'une nouvelle vision. Nous comptons beaucoup sur la collaboration des ordres professionnels, des représentants des travailleurs, des entreprises, des organismes à vocation économique, des représentants des métiers réglementés et des métiers de la construction, et des réseaux de la santé et de l'éducation », a aussi précisé le premier ministre. Ainsi, le ministère du Travail est plus particulièrement interpellé en matière de reconnaissance mutuelle des compétences, entre autres avec la France, quant aux métiers réglementés du secteur de la construction. Cet enjeu a d'ailleurs fait l'objet d'une mission ministérielle menée tout récemment en France.

Autres nouvelles

- Le 8 février 2008, M. David Whissell, en tant que ministre du Travail du Québec, a été l'invité spécial du Conseil du patronat du Québec, dans le cadre d'un forum des membres tenu habituellement à huis clos.
- L'Union des municipalités du Québec s'est prononcée officiellement, par communiqué le 6 février dernier, en faveur de l'arbitrage obligatoire de la meilleure offre finale en matière de règlement des conventions collectives dans le transport en commun. Selon la position de cet organisme regroupant « les municipalités de toutes tailles dans toutes les régions du Québec », le Code du travail et ses règles concernant les services essentiels devraient être révisés.
- Un rappel à l'effet que le taux général du salaire minimum, pour plus de 254 000 travailleurs et travailleuses du Québec, passera le 1er mai de 8 \$ à 8,50 \$ l'heure.

Nouvelles des organismes

Activités courantes

CLP – La Commission des lésions professionnelles a récemment mis en ligne trois documents multimédia expliquant, dans son site Internet, les diverses étapes de la procédure en vigueur à la Commission lorsqu'on a recours à ses services.

CCQ – Les statistiques finales émises en mars par la Commission de la construction du Québec indiquent que les résultats pour l'année 2007 constituent un nouveau sommet dans la construction : 126,4 millions d'heures travaillées, soit 2 % de plus qu'en 2006 ; 137 450 salariés actifs au cours de l'année, soit le niveau le plus élevé depuis 1977.

CRT – La Commission des relations du travail fête ses cinq années d'exercice le 25 novembre dernier. Un document commémoratif pour souligner cet anniversaire est maintenant accessible dans son site Internet : La Commission des relations du travail cinq ans plus tard – Bilan et perspectives. Ce document relate les principales réalisations de l'organisme et établit l'état de la jurisprudence sur certaines questions litigieuses. >>>

CSST – La Commission de la santé et de la sécurité du travail tient à jour un calendrier complet des divers événements promotionnels visant la prévention, à se tenir dans les régions du Québec. Voilà une occasion de bien s'informer, tout en profitant de l'occasion pour jeter un œil au portail récemment rafraîchi.

Ailleurs au Canada ou dans le monde

Canada – Le Conseil du patronat du Québec s'oppose officiellement à toute mesure « anti-briseurs de grève ». Le Parti libéral du Canada a déposé, en mai dernier, le projet de loi C-415 ou loi anti-briseur de grève pour les travailleurs et travailleuses sous la juridiction du Code canadien du travail, après le rejet par les parlementaires d'un projet semblable défendu en 2006 par le parti du Bloc québécois (C-257).

Ontario – Le 31 mars 2008, le gouvernement ontarien fera passer le salaire minimum à 8,75 \$ l'heure. Rappelons que ce salaire en 2004 était alors à 6,85 \$ et qu'il a été majoré à 8 \$ en 2007 ; il devrait, selon ce gouvernement, atteindre 10,25 \$ en 2010, soit près du double de celui enregistré en 2004. >>>

Ontario – Le gouvernement de l'Ontario a décrété en 2007 que chaque troisième lundi de février serait désormais une journée fériée. Ses citoyens ont donc bénéficié pour la première fois, le 18 février 2008, d'une journée additionnelle de congé : le Jour de la famille. C'est une mesure « pour aider les familles à concilier le travail et les obligations familiales », a-t-on tenu à préciser. >>>

Allemagne – Mars 2008 a été marqué par des grèves dans les services publics allemands. Une majorité d'États régionaux ont, en effet, été frappés par la grève. Depuis janvier, l'État fédéral, les Länders et les communes tentent de négocier un nouvel accord salarial avec les 1 300 000 affiliés au syndicat unifié des services Verdi du secteur public allemand. >>>

France – Un contrat de garantie de permanence de prestation ou contrat anti-grève a

récemment fait son apparition en France dans l'entreprise privée. Particularité de ce contrat : mille euros donnés en avance aux signataires pour soutenir dans leurs conventions cette mesure. Ces émoluments spéciaux sont toutefois remboursables à l'entreprise advenant bris de contrat ou grève.

Chine – Le salaire minimum en Chine, selon les estimations de la banque Citigroup, augmentera globalement de 21 % en moyenne en 2008. À la suite de ce mouvement à la hausse des salaires de ce pays actuellement parmi les principaux fournisseurs mondiaux au plan manufacturier, les analystes craignent que cette hausse des salaires chinois n'affecte fortement le niveau de l'inflation mondiale.

Parutions récentes

Hiver 2008

L'évolution de la durée des conflits de travail au Québec de 1985 à 2004 (février 2008). Entre 1985 et 2004, la durée moyenne de l'ensemble des conflits au Québec a été de 70 jours. La moitié des 2 804 conflits intervenus en cette période ont eu une durée de 25 jours ou moins.

Le Conseil des services essentiels : 25 ans et toujours essentiels ! – Un bilan rétrospectif préparé à l'automne 2007 sur le passé et le présent du Conseil ainsi qu'une réflexion prospective sur l'avenir de cet organisme de régulation qui a vu le jour en 1982.

À l'agenda des prochains mois

Printemps 2008

28 avril – Jour de dr il mondial des travailleurs – Journée à la mémoire des travailleurs et travailleuses décédés dans l'exercice ou à cause de leur fonction ou encore jour mondial pour la sécurité et la santé des travailleurs. >>>

28 avril et 29 avril – 63^e congrès des relations industrielles de l'Université Laval – Québec – « Quels accommodements raisonnables en milieu de travail ? » sera la thématique développée cette année.

1^{er} mai – Fête internationale des travailleurs et travailleuses.

1^{er} mai – Hausse du salaire minimum au Québec : 8,50 \$ l'heure.

14 et 15 mai – Colloque annuel du Bureau d'évaluation médicale – Montréal – « Au-delà de l'évaluation des capacités professionnelles : les enjeux ». Exercice d'échanges et de réflexion réservé uniquement aux professionnels de la santé qui doivent évaluer les capacités et les incapables fonctionnelles des travailleurs dans un contexte d'indemnisation.

On s'en souvient encore

Le Conseil interprofessionnel du Québec

Le Conseil interprofessionnel du Québec (CIQ) a vu le jour en 1965, soit il y a près de quarante-cinq ans.

Le Conseil constitue un regroupement des seuls ordres professionnels reconnus officiellement par le Code des professions. Cette loi lui octroie incidemment un mandat d'organisme conseil auprès du gouvernement. Le Conseil regroupe actuellement sous sa juridiction quarante-cinq ordres professionnels qui comptent 318 000 membres dispersés à travers cinquante et une professions réglementées. En tant que regroupement des ordres professionnels, le Conseil :

- procure des occasions d'échange et d'entraide entre eux ;
- intervient comme agent de mobilisation et à titre d'interlocuteur des ordres professionnels sur des enjeux d'intérêt commun ;

- agit comme point de services, selon les mandats et les budgets octroyés, de même que de point de référence auprès des publics concernés, en les informant sur la valeur des statuts professionnels et, en contrepartie, sur la défense de l'intérêt public.

Le Conseil publie un périodique à l'intention des personnes intéressées – le bulletin trimestriel Info-Express. Il organise aussi des colloques et octroie annuellement, depuis 1990, le Prix du CIQ aux professionnels qui se sont notoirement distingués en cours de carrière.

Saviez-vous que

Le Code canadien du travail autorise les entreprises relevant de sa juridiction à se soustraire des dispositions de la « loi 101 » en matière de langue de travail. Un projet de loi, le C-482, a été déposé en novembre 2007 devant le parlement canadien pour amender le Code afin que les entreprises fédérales exerçant leurs activités sur le territoire québécois soient assujetties à la Charte de la langue française.

Coordination et édition - Abonnement - Droits de reproduction